**DISCOURS DE MONSIEUR LE MINISTRE
DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

**1^{ère} CONFERENCE INTERNATIONALE D'AFFAIRES (CINTA), ORGANISEE PAR LE
NEPAD BUSINESS GROUP COTE D'IVOIRE**

Abidjan, 3 mars 2008

- Monsieur le Représentant du Président de la République de Côte d'Ivoire ;
- Monsieur le Représentant du Premier Ministre ;
- Monsieur le Ministre de l'Intégration Africaine ;
- Messieurs les Présidents des Institutions Nationales et Internationales ;
- Excellences, Messieurs les Ambassadeurs ;
- Monsieur le Président de la Commission de la CEDEAO ;
- Monsieur le Représentant de la Commission Européenne ;
- Chers Partenaires au développement ;
- Honorables Invités ;
- Mesdames et Messieurs les Experts nationaux et internationaux ;
- Mesdames et Messieurs

Je voudrais, saluer les initiateurs de cette rencontre et remercier tous ceux qui nous font l'honneur, en faisant le déplacement, pour participer activement aux travaux de **la première Conférence Internationale d'Affaires.**

Il convient de le noter, la tenue d'une telle rencontre à Abidjan, est le témoignage que la Côte d'Ivoire est irréversiblement installée dans un processus de paix et que le temps est dorénavant propice à une relance ambitieuse et durable des activités économiques.

En effet, l'intégration sous-régionale, principal vecteur du développement des affaires inter-Etats, doit être replacée au centre des débats, afin de permettre aux entreprises de disposer d'un cadre organisé, nécessaire à l'expansion de leurs activités.

C'est pourquoi, nous soutenons vivement la présente rencontre, qui doit permettre de faire le diagnostic du marché sous-régional, et partant, de dégager les stratégies d'utilisation optimale des opportunités d'affaires. Dans ce cadre, il importe de tenir compte des spécificités de chaque pays.

Mesdames et Messieurs,

La structure des échanges internationaux impose à nos unités de production et nos entreprises de services, l'extension de leurs réseaux à travers notamment, des partenariats sous-régionaux, pour mieux réussir leur insertion dans l'économie mondiale.

Dans cette veine, si nos Gouvernements s'emploient à assainir le cadre macroéconomique et l'environnement des affaires, il revient au secteur privé d'intégrer les valeurs modernes de gestion que sont la transparence et la bonne gouvernance, afin d'accroître les chances d'attrait de capitaux étrangers.

En effet, selon une enquête réalisée sur l'investissement direct en Afrique par l'ONUDI en 2005, l'effort de régionalisation du marché contribue à une meilleure compétitivité et une attractivité des entreprises.

Cela montre la pertinence d'entreprendre des partenariats constructifs, dans les secteurs les plus porteurs, notamment, les télécommunications, la haute technologie, les services et le transport, même si de nombreux obstacles restent encore à surmonter.

En cela, les chantiers prévus dans le cadre de l'opérationnalisation du NEPAD permettront aux entreprises ayant compris et anticipé, de consolider leurs performances face à la concurrence.

C'est pourquoi, nos Etats respectifs doivent œuvrer à la densification des infrastructures routières, des investissements nationaux et régionaux, afin de créer les conditions nécessaires à la réalisation des projets d'interconnexion.

Ils doivent également accélérer les réformes internes, afin d'intégrer pleinement le processus d'harmonisation du cadre institutionnel et réglementaire au niveau communautaire.

Mesdames et Messieurs,

Les enjeux sont importants et je suis heureux de constater que le secteur privé ait décidé d'emboîter le pas aux Gouvernements, pour cerner tous les contours de l'intégration.

Je voudrais donc remercier l'ensemble des hommes d'affaires, pour l'intérêt qu'ils attachent à cette conférence qui, à coup sûr, est l'amorce effective de l'intégration des affaires à l'échelle régionale, volet important de l'impérieuse nécessité de la coopération sud-sud.

C'est sur ces mots que je voudrais clore mon propos en souhaitant plein succès à vos travaux.

Merci de votre aimable attention.

Charles KOFFI DIBY